

FICHE THÉMATIQUE

Colère dans le monde agricole

Version du 29 janvier 2024

1. Les faits

- En 2023, le revenu agricole a diminué à cause de l'augmentation des charges (facture d'énergie et prix des engrais). [[Le Monde](#)]. Les prix des produits agricoles baissent (-9% sur un an en sept 23), les prix de l'alimentation augmentent (+8% sur un an en oct 23) et les marges des grandes entreprises explosent (la marge de l'industrie a atteint 48 % en 2023).
- Des manifestations sont en cours : des agriculteur-rices bloquent l'A64 entre Toulouse et Tarbes et des accès d'autoroute dans le Tarn-et-Garonne et dans l'Aude. Un bâtiment de la DREAL a été pris pour cible par une bombe. Elles s'inscrivent dans la montée en puissance d'un mouvement larvé où des milliers de panneaux des communes ont été retournés car on vit dans un système "qui marche sur la tête". Les revendications de ce mouvement portent sur leurs revenus, l'accès à l'eau, la simplification administrative, la prise en charge publique de l'épidémie de MHE (maladie hémorragique épizootique), les "normes" environnementales, l'alourdissement de la taxation du gazole non routier et le pourcentage de surfaces réservées aux jachères.
- Le ministre de l'Agriculture a annoncé le report de la présentation du projet de loi sur l'installation de nouveaux agriculteur-rices et le déblocage de 4 milliards d'euros sur 3 ans.
- Ce mouvement social fait écho à des mobilisations dans d'autres pays d'Europe contre la stratégie *Farm to Fork* (Allemagne, Pologne, Roumanie). Lors des élections locales néerlandaises de mars 2023, le Mouvement agriculteur citoyen (BBB) de droite populiste a remporté 32% des voix. Les conservateurs ont choisi d'instrumentaliser ce sujet pour stopper l'élan du Pacte Vert (loi sur la Restauration de la Nature, loi sur l'utilisation durable des pesticides...).
- Des négociations pour sanctuariser les prix des matières premières agricoles entre industriels de l'agroalimentaire et distributeurs se terminent le 31 janvier 2023.

2. La ligne directrice

Comme écologiste, nous refusons le déclin de l'agriculture française organisé par la Politique Agricole Commune mise en place par les Gouvernements successifs – soutenus par les dirigeants de l'agro-industrie.

Cibler les écologistes comme principaux responsables de la crise actuelle est un mensonge. **Nous refusons d'être associés à la crise actuelle du modèle agricole intensif et dénonçons les vrais responsables de ce déclin de l'agriculture française.** Le drame de la réforme de 1992 qui a soumis les agriculteurs au tout-marché, est de la responsabilité des gouvernements de droite libérale. Emmanuel Macron, Gabriel Attal et Marc Fesneau continuent de soutenir ce modèle. Ils promettent la simplification et la transition mais n'offrent que la précarité et des marchés accaparés par quelques-uns.

Face au marché ultra concurrentiel et au changement climatique, nous devons les protéger pour qu'ils puissent faire leur travail et nourrir tout le monde.

3. Les explications

Certains agriculteur-rices ont le sentiment que leur mode de production est menacé par l'écologie alors qu'il l'est par des politiques libérales. Les mesures prises au nom de l'environnement (encadrement des pesticides, interdictions de moyens de production...) suscitent un rejet d'autant plus vif qu'elles sont perçues comme émanant d'élites urbaines déconnectées des préoccupations du monde agricole. Ces « normes » sont considérées illégitimes car elles demandent plus d'efforts à une profession mise en difficulté par un modèle qui marche sur la tête. Un sentiment de mépris se répand.

Les écologistes ne peuvent pas y répondre en centrant le débat uniquement sur les efforts à réaliser sur l'eau, les pesticides, les conditions de vie animale... Il faut trouver une manière de contrer ce discours culpabilisant et apporter des réponses fondamentales sur les conditions économiques des agriculteur-rices sans lesquels on ne pourra pas transformer ce secteur nécessaire à notre bien-être collectif.

Positionnement politique

1. La crise du monde agricole est réelle. La majorité des agriculteur-rices sont sur une pente et ils ne savent pas quand ils vont s'arrêter de tomber. Un immense plan social est en cours. Les rendements n'augmentent plus. Le marché de la bio s'effondre alors que ses paysans ont des pratiques exemplaires. **Il faut sortir notre agriculture du déclin !**

2. Il ne faut **pas se tromper d'ennemis** : il existe un « triangle de l'enfer » (agroindustrie ; agroalimentaire & grande distribution). Ces entreprises se font des marges énormes qui pèsent sur les paysans et sur les consommateurs. Les difficultés viennent d'une captation de valeurs en amont (intrants) et en aval (industriels de l'agroalimentaire). Les agriculteur-rices veulent vivre de leur travail et pas d'aides toujours plus difficiles à toucher. Pourtant, il est difficile de faire sans même si elles sont réparties de manière très inégalitaires [en Europe, 20% des agriculteur-rices touchent 80% des aides de la PAC et 2% touchent 30% des aides alors que ce ne sont pas ceux qui protègent le plus notre santé]. La complexité est un casse-tête pour les agriculteur-rices qui sont à leur compte (retards, justificatifs...). Le revenu minimum proposé par la MSA accuse d'ailleurs un taux de non-recours très élevé (50 à 60%). C'est pour cela aussi qu'il faut transformer notre modèle agricole.

3. C'est pourquoi nous devons changer l'orientation du Gouvernement français qui met en place des **politiques libérales** dans le secteur agricole. En accusant les écologistes, ils cherchent à faire oublier le bilan catastrophique de leurs politiques de "modernisation". Leurs politiques ont vidé les campagnes de leurs paysans et détruit la biodiversité... Ces gouvernements ont négocié une concurrence déloyale dans certains secteurs pour en favoriser d'autres à travers des accords de libre échanges alors que ces produits ne respectent pas nos standards. Les écologistes français ont voté contre ces accords avec la Nouvelle Zélande et s'opposent à la relance des discussions avec le Mercosur. Ni le Gouvernement actuel, ni le Président de la République ne sont à la hauteur de cette crise.

4. Ces politiques ne viennent pas de nulle part : il y a un vrai **problème démocratique** pour élaborer des politiques agricoles justes et respectueuses. La tête de la FNSEA cogère les politiques agricoles au titre d'intérêts très particuliers et essaye de rejeter la faute sur les écologistes. Les intérêts des dirigeants de la FNSEA ne sont pas ceux de l'agriculture et de notre pays. On doit retrouver de la transparence et de la justice. Ils cherchent à verrouiller les projets de stockage de l'eau, à abandonner les projets de réduction des pesticides et à favoriser les projets d'agrandissement des élevages avicoles et porcins, au profit de la minorité qui profite du système en place.

5. La variable d'ajustement dans le budget d'un ménage c'est le budget alimentaire. On ne peut pas acheter des produits de qualité pour une famille quand on est au salaire minimum. Un cinquième des français ne mange pas bien. La crise du pouvoir d'achat retombe aussi sur les agriculteur-rices puisque les produits d'importation moins chers peuvent être privilégiés.

6. Les écologistes n'ont jamais été au pouvoir. Ce sont les meilleurs alliés des agriculteur-rices. Nous voulons soutenir les investissements vers une agriculture durable et efficiente, aider à économiser l'eau, qui va se raréfier, et à transmettre les fermes. Les pratiques agroécologiques doivent être une priorité publique pour le bien des paysans et des consommateurs (couverture des sols, pratiques alternatives...).

Deux points d'attention !

1/ Ne pas reprendre le terme de "normes" pour lui préférer celui de "lois". Nous sommes pour des lois qui protègent les agriculteur-rices et la santé de nos concitoyen-nes

2/ Ne pas homogénéiser le monde agricole. La fracture est de plus en plus grande structurée par des intérêts économiques divers et opposés. Le positionnement des Écologistes sur cette question doit ainsi rendre compte de cette diversité interne.

4. Nos propositions face au ras-le-bol des agriculteur·rices

→ **Améliorer les revenus, réorienter des aides** : le partage de la valeur doit aller aux agriculteurs et pas aux industriels ou aux distributeurs. Les subventions européennes doivent être accordées en fonction du nombre de travailleurs et pas du nombre d'hectares. Cela favoriserait l'agroécologie sur l'agriculture intensive.

→ **Favoriser l'installation, développer les projets agroécologiques** : limiter l'accès aux terres arables des industriels (à la fois les géants de l'agroalimentaire mais aussi Total ou la CMA-CGM). L'accès au foncier doit favoriser les jeunes et les nouveaux agriculteurs avec une aide importante pour les projets agroécologiques. Il faut prioriser l'installation sur l'agrandissement, la production alimentaire sur la production énergétique et la défense des terres arables sur l'artificialisation

→ **Refondre la politique commerciale en matière agricole** : adopter un moratoire sur les traités de libre-échange et abandonner la stratégie fondée sur le tout-export du Gouvernement français. Le Gouvernement privilégie les équilibres budgétaires à la sécurité alimentaire. Nous plaçons pour une refonte totale de la politique commerciale européenne en matière agricole.

→ **Effacer les dettes** avec des plafonds et des conditions sociales et environnementales pour que cela bénéficie à celles et ceux qui en ont le plus besoin et que cela facilite la transition.

5. Focus sur 2 mesures

Interdire la vente à perte !

L'industrie agro-alimentaire ne devrait pas pouvoir acheter des produits agricoles en dessous du coût de production. Sinon cela veut dire que des agricultrices et agriculteurs perdent de l'argent à vendre ce qu'ils produisent.

Exemple : Lactalis achète de manière unilatérale du lait 405€ pour 1000 litres. C'était 455€ en 2022.

- ça fait 40,5 centimes le litre
- or une bouteille de Lactel est vendue 1,26€ aujourd'hui. Où vont les 85 centimes ?

Le coût de la vie a augmenté. Les charges des éleveurs ont augmenté mais le prix baisse. C'est impossible et c'est invivable !

Lactalis est le numéro 1 mondial des produits laitiers ! 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2022. 1,3 milliards de résultat courant. Où va l'argent ?

La loi Egalim prévoit que le prix du lait payé par les entreprises tienne compte du prix de production mais que fait le Gouvernement pour tordre le bras de Lactalis ? De quel côté est-il exactement ?

Activer le levier de la restauration collective

Un gouvernement devrait rendre obligatoire la fourniture de produits bios dans les cantines et la restauration publique (Ehpad...) et mettre en place des amendes pour ceux qui ne le respectent pas. Les grandes municipalités dirigées par des écologistes à Grenoble, Poitiers, Lyon, Strasbourg respectent les objectifs de la loi Egalim mais quid des autres municipalités ?

Et il faut aller plus loin : aucune cantine ne devrait s'approvisionner en viande d'importation hors Union européenne. Il faut que la viande soit européenne. La France importe la moitié de la viande ovine qu'elle consomme. Aujourd'hui, la seule obligation c'est d'afficher l'origine des viandes. Ce n'est pas suffisant

La restauration collective, un véritable levier :

- 3,4 milliards de repas servis chaque année en restauration collective ;
- La loi Egalim fixait 50 % de produits durables et de qualités dont 20 % de bio dans les cantines en 2022. On est à 15 % dont 10 % de bio (chiffres 2022 du ministère de l'agriculture).
- La loi Climat de 2021 a étendu l'objectif à la restauration collective privée à partir de 2024

Chiffres clés

- 18% des foyers agricoles sont sous le seuil de pauvreté. En 2021, plus d'un agriculteur sur dix a perçu le RSA ou la Prime d'Activité, surtout des hommes isolés sans enfant (41%). Le taux de non-recours aux prestations sociales pour cette profession est estimé à plus de 50% (MSA)
- Le secteur agricole devra réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 16% entre 2022 et 2030.
- Premier secteur en consommation d'eau (57%) principalement pour les cultures à destination de l'alimentation animale
- En 20 ans, le nombre d'exploitations agricoles a diminué d'un tiers passant d'environ 700 000 à en 416 000 en 2022 (- 100 000 en dix ans). Pour trois agriculteurs qui partent, un jeune s'installe.
- L'endettement moyen d'une exploitation agricole est de 200 000€. Le nombre de défaillances agricoles a augmenté de 7,1% entre 2022 et 2023. Il y a un suicide d'agriculteurs tous les deux jours.
- 14% de la surface agricole appartient à des sociétés agricoles financiarisées (comme le groupe Avril-Gestion d'Arnaud Rousseau)
- La Politique Agricole Commune représente 40% du budget de l'Union Européenne

Ressources utiles

- Pour une agriculture des gens et du vivant. Travail des parlementaires écologistes Benoit Biteau, Marie Pochon et Daniel Salmon :
<https://benoit-biteau.eu/a-la-une/pour-une-agriculture-des-gens-et-du-vivant/>
- Sauvegarde de la dernière ferme de Lyon :
https://twitter.com/brunobernard_fr/status/1747228778764411064?s=20
- Atlas de la Politique Agricole Commune, 2019 :
https://pouruneautrepaq.eu/wp-content/uploads/2019/02/atlasdelapac2019_II_web_190307.pdf
- Le rapport du Haut conseil pour le climat « Accélérer la transition climatique avec un système alimentaire bas carbone, résilient et juste », janvier 2024 :
<https://www.hautconseilclimat.fr/publications/accelerer-la-transition-climatique-avec-un-systeme-alimentaire-bas-carbone-resilient-et-juste/>